



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°64-2020-044

PUBLIÉ LE 7 MAI 2020

# Sommaire

## ARS NOUVELLE-AQUITAINE

- 64-2020-04-26-001 - Arrêté abrogeant l'agrément de la SARL « Ambulances SOS Biarritz » agréée sous le n°64-161 par arrêté du 3 novembre 2014 (2 pages) Page 3
- 64-2020-04-26-002 - arrêté abrogeant l'agrément de la SARL « Ambulances SOS64 » agréée sous le n°64-68 par arrêté préfectoral du 14 octobre 1988 (2 pages) Page 6
- 64-2020-04-06-001 - Arrêté portant modification de l'agrément de la SARL « Transports Errobi » agréée sous le n° 64-162 (2 pages) Page 9

## DDTM

- 64-2020-04-30-002 - Arrêté préfectoral portant autorisation de battues administratives de sangliers accordées au lieutenant de louveterie de la circonscription de Navarrenx (6 pages) Page 12
- 64-2020-04-30-005 - Arrêté préfectoral portant autorisation de battues administratives de sangliers accordées au lieutenant de louveterie de la circonscription d'Arthez-de-Béarn (6 pages) Page 19
- 64-2020-04-30-004 - Arrêté préfectoral portant autorisation de battues administratives de sangliers accordées au lieutenant de louveterie de la circonscription d'Oloron Ouest (6 pages) Page 26

# ARS NOUVELLE-AQUITAINE

64-2020-04-26-001

Arrêté abrogeant l'agrément de la SARL « Ambulances  
SOS Biarritz » agréée sous le n°64-161 par arrêté du 3  
novembre 2014

**Arrêté n°**

abrogeant l'agrément de la SARL « Ambulances SOS  
Biarritz »  
Agréée sous le n°64-161  
Par arrêté du 3 novembre 2014

**Le directeur général  
de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine,**

**VU** le Code de la Santé Publique, articles L 6311-1 et suivants, L 6312-1 à L 6312-5, R 6312-1 à 6313-7 et R 6312-1 à R 6312-23 ;

**VU** les arrêtés préfectoraux du 31 juillet 2003 définissant les secteurs de garde, et du 5 février 2004 entérinant le cahier des charges ;

**VU** l'arrêté conjoint du Préfet des Pyrénées-Atlantiques et de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine du 6 septembre 2018, portant composition du Comité Départementale de l'Aide Médicale Urgente, de la permanence des Soins et des Transports Sanitaires ;

**VU** la décision du directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine du 3 février 2020 portant délégation de signature à Madame la Directrice de la Délégation Départementale des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** le décret 2012-1007 du 29 août 2012 relatif à l'agrément nécessaire aux transports sanitaires et à l'autorisation de mise en service de véhicule de transports sanitaires ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2014 portant agrément de la SARL « Ambulances SOS Biarritz » comme entreprise de transports sanitaires terrestres, sous le numéro 64-161 ;

**VU** la demande de modification de l'agrément présentée par la SARL « Transports Errobi » en date du 2 avril 2020 en vue de procéder à la transmission universelle de patrimoine des SARL « Ambulances SOS Biarritz » et « Ambulances SOS64 » à son profit;

**VU** la complétude du dossier déposé par la SARL « Transports Errobi » ;

Sur proposition de la Directrice de la délégation départementale des Pyrénées-Atlantiques ;

## ARRETÉ

**Article 1<sup>er</sup>** : A compter du 6 avril 2020, l'arrêté 3 novembre 2014 portant agrément de la SARL « Ambulances SOS Biarritz » sous le numéro 64-161 est abrogé,

**Article 2** : Tout recours contre cet arrêté doit être exposé auprès du Tribunal Administratif (50 cours Liautey – BP 63 – 64000 PAU CEDEX) dans les deux mois à compter de la date de notification ou suivant sa publication au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

**Article 3** : La Directrice de la Délégation Départementale des Pyrénées-Atlantiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Pau, le 26 avril 2020

p/Le directeur général  
de l'Agence régionale de santé  
Nouvelle-Aquitaine



Espace Rodesse - 103 bis, rue Belleville – CS 91704 – 33063 BORDEAUX Cedex  
Standard : 09 69 37 00 33  
[www.ars.nouvelle-aquitaine.sante.fr](http://www.ars.nouvelle-aquitaine.sante.fr)

# ARS NOUVELLE-AQUITAINE

64-2020-04-26-002

arrêté abrogeant l'agrément de la SARL « Ambulances  
SOS64 » agréée sous le n°64-68 par arrêté préfectoral du  
14 octobre 1988

**Arrêté n°**

abrogeant l'agrément de la SARL « Ambulances SOS64 »  
Agréée sous le n°64-68  
Par arrêté préfectoral du 14 octobre 1988

**Le directeur général  
de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine,**

**VU** le Code de la Santé Publique, articles L 6311-1 et suivants, L 6312-1 à L 6312-5, R 6312-1 à 6313-7 et R 6312-1 à R 6312-23 ;

**VU** les arrêtés préfectoraux du 31 juillet 2003 définissant les secteurs de garde, et du 5 février 2004 entérinant le cahier des charges ;

**VU** l'arrêté conjoint du Préfet des Pyrénées-Atlantiques et de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine du 6 septembre 2018, portant composition du Comité Départementale de l'Aide Médicale Urgente, de la permanence des Soins et des Transports Sanitaires ;

**VU** la décision du directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine du 3 février 2020 portant délégation de signature à Madame la Directrice de la Délégation Départementale des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** le décret 2012-1007 du 29 août 2012 relatif à l'agrément nécessaire aux transports sanitaires et à l'autorisation de mise en service de véhicule de transports sanitaires ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 14 octobre 1988 portant agrément de la SARL « Ambulances SOS64 » comme entreprise de transports sanitaires terrestres, sous le numéro 64-68 ;

**VU** la demande de modification de l'agrément présentée par la SARL « Transports Errobi » en date du 2 avril 2020 en vue de procéder à la transmission universelle de patrimoine des SARL « Ambulances SOS Biarritz » et « Ambulances SOS64 » à son profit;

**VU** la complétude du dossier déposé par la SARL « Transports Errobi » ;

Sur proposition de la Directrice de la délégation départementale des Pyrénées-Atlantiques ;

## ARRETÉ

**Article 1<sup>er</sup>** : A compter du 6 avril 2020, l'arrêté préfectoral du 14 octobre 1988 portant agrément de la SARL « Ambulances SOS64 » sous le numéro 64-68 est abrogé,

**Article 2** : Tout recours contre cet arrêté doit être exposé auprès du Tribunal Administratif (50 cours Liautey – BP 63 – 64000 PAU CEDEX) dans les deux mois à compter de la date de notification ou suivant sa publication au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

**Article 3** : La Directrice de la Délégation Départementale des Pyrénées-Atlantiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Pau, le 26 avril 2020

p/Le directeur général  
de l'Agence régionale de santé  
Nouvelle-Aquitaine



Espace Rodesse - 103 bis, rue Belleville – CS 91704 – 33063 BORDEAUX Cedex  
Standard : 09 69 37 00 33  
[www.ars.nouvelle-aquitaine.sante.fr](http://www.ars.nouvelle-aquitaine.sante.fr)



# ARS NOUVELLE-AQUITAINE

64-2020-04-06-001

Arrêté portant modification de l'agrément de la SARL «  
Transports Errobi » agréée sous le n° 64-162

**Arrêté n°**

Portant modification de l'agrément de la SARL  
« Transports Errobi » agréée sous le n° 64-162

**Le directeur général  
de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine,**

**VU** le Code de la Santé Publique, articles L 6311-1 et suivants, L 6312-1 à L 6312-5, R 6312-1 à 6313-7 et R 6312-1 à R 6312-23 ;

**VU** les arrêtés préfectoraux du 31 juillet 2003 définissant les secteurs de garde, et du 5 février 2004 entérinant le cahier des charges ;

**VU** l'arrêté conjoint du Préfet des Pyrénées-Atlantiques et de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine du 6 septembre 2018, portant composition du Comité Départementale de l'Aide Médicale Urgente, de la permanence des Soins et des Transports Sanitaires ;

**VU** la décision du directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine du 3 février 2020 portant délégation de signature à Madame la Directrice de la Délégation Départementale des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** le décret 2012-1007 du 29 août 2012 relatif à l'agrément nécessaire aux transports sanitaires et à l'autorisation de mise en service de véhicule de transports sanitaires ;

**VU** l'arrêté du 6 mars 2015 portant agrément de la SARL « Transports Errobi » comme entreprise de transports sanitaires terrestres, sous le numéro 64-162 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 14 octobre 1988 portant agrément de la SARL « Ambulances SOS64 » comme entreprise de transports sanitaires terrestres, sous le numéro 64-68 ;

**VU** l'arrêté du 3 novembre 2014 portant agrément de la SARL « Ambulances SOS Biarritz » comme entreprise de transports sanitaires terrestres, sous le numéro 64-161 ;

**VU** la demande de modification de l'agrément présentée par la SARL « Transports Errobi » en date du 2 avril 2020 en vue de procéder à la transmission universelle de patrimoine des SARL « Ambulances SOS Biarritz » et « Ambulances SOS64 » à son profit;

**VU** la complétude du dossier déposé par la SARL « Transports Errobi » ;

Sur proposition de la Directrice de la délégation départementale des Pyrénées-Atlantiques ;

## ARRETÉ

**Article 1<sup>er</sup>** : A compter du 6 avril 2020, la SARL « Transports Errobi » agréée comme entreprise de transport sanitaire terrestre sous le numéro 64-162 située 12 rue Jules Védrines – 64600 ANGLET a pour co-gérants Mme Marie COLLIAUX et M. Stéphane COLLIAUX.

**Article 2** : Elle comprend les véhicules figurant sur la fiche jointe au présent arrêté.

**Article 3** : Tout recours contre cet arrêté doit être exposé auprès du Tribunal Administratif (50 cours Liautey – BP 63 – 64000 PAU CEDEX) dans les deux mois à compter de la date de notification ou suivant sa publication au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

**Article 4** : La Directrice de la Délégation Départementale des Pyrénées-Atlantiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Pau, le 6 avril 2020

p/Le directeur général  
de l'Agence régionale de santé  
Nouvelle-Aquitaine



DDTM

64-2020-04-30-002

Arrêté préfectoral portant autorisation de battues  
administratives de sangliers accordées au lieutenant de  
louveterie

*Arrêté préfectoral portant autorisation de battues administratives de sangliers accordées au  
de la circonscription de Navarrenx  
lieutenant de louveterie  
de la circonscription de Navarrenx*



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

*Direction départementale  
des Territoires et de la Mer  
Service environnement, montagne,  
transition écologique, forêt*

n°

## **Arrêté préfectoral portant autorisation de battues administratives de sangliers accordées au lieutenant de louveterie de la circonscription de Navarrenx**

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.427-6 et suivants et R 427-7 et suivants ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2019 fixant la liste des lieutenants de louveterie dans le département des Pyrénées-atlantiques ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 5 août 2014 relatif à la sécurité publique et à l'usage des armes à feu ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2019 donnant délégation de signature au directeur départemental des territoires et de la mer ;  
Vu la décision n° 64-2019-12-19-005 du 19 décembre 2019 de subdélégation de signature administrative au sein de la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques et son modificatif n°64-2020-03-30-002 du 30 mars 2020 donnant subdélégation de signature à la cheffe du service environnement, montagne, transition écologique, forêt ;  
Vu la note départementale relative aux battues administratives de destruction de sangliers en période de confinement pour lutter contre le coronavirus ;  
Vu la demande d'intervention de Monsieur Frédéric Claverie, lieutenant de louveterie de la circonscription de Navarrenx ;  
Considérant qu'il y a lieu de procéder à la destruction des sangliers lorsqu'ils commettent des dégâts significatifs aux intérêts agricoles ;  
Considérant les dégâts générés par ces mêmes espèces en 2019, considérant la localisation de ces dégâts et la récurrence des dégâts, notamment de sangliers et la nécessité d'intervenir dès l'apparition des premiers dégâts ;  
Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer ;

**Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup> :Autorisation**

Monsieur Frédéric Claverie, lieutenant de louveterie de la circonscription de Navarrenx est autorisé à effectuer des battues administratives de destruction de sangliers durant la période de confinement pour lutter contre le coronavirus, y compris dans les réserves de chasse et faune sauvage, dans le respect de la note en vigueur spécifique à ces interventions. Il est désigné responsable des opérations.

### **Article 2 : Condition de réalisation de la battue administrative**

La battue administrative peut être organisée si les conditions suivantes sont réunies :

- Des dégâts conséquents de sangliers sur les semis de maïs ont fait l'objet d'une expertise de dégâts par la Fédération départementale des chasseurs ou ont été constatés sur place par le lieutenant de louveterie.

- Les interventions individuelles (tir à l'affût ou tir de nuit) ont été mises en œuvre au préalable mais sans résultat satisfaisant, ou à défaut, sont considérées, par le lieutenant de louveterie territorialement compétent, inadaptées à la situation.

### **Article 3 : Participants**

Le nombre de participants est limité à 20 personnes parmi les chasseurs listés en annexe 1 du présent arrêté. Le choix des participants est effectué par le lieutenant de louveterie responsable des opérations.

### **Article 4 : Moyens de protections des participants**

Les moyens de protection listés ci-dessous devront être mis en œuvre au cours de la battue :

- **Gestes barrière :**  
Les participants doivent respecter les gestes barrière durant la totalité de l'opération :
  - Se laver très régulièrement les mains, a minima avant de se rendre à la battue et au retour de la battue.
  - Utiliser un mouchoir à usage unique et le jeter.
  - Tousser ou éternuer dans le coude ou dans un mouchoir.
  - Saluer sans se serrer la main, éviter les embrassades.
  - Ne pas s'échanger du matériel sauf désinfection préalable.
- **Distance sociale :**  
Les participants devront se tenir à plus d'un mètre cinquante (1,50 mètre) les uns des autres durant la totalité de l'opération, notamment lors du rond, des déplacements à pied, de la fin de la battue. Les déplacements en voiture seront limités à une personne par véhicule sauf dans le cas de chasseurs issus d'un même foyer.
- **Matériel de protection :**  
Dans la mesure du possible, les participants devront porter un masque de protection (dont un masque alternatif en tissu) lors des moments collectifs (rond, déplacements, fin de battue, traitement de la venaison). La fourniture du masque sera à la charge de chaque participant.

### **Article 5 : Préparation de la battue administrative**

Tous les éléments d'organisation de la battue qui peuvent être anticipés doivent être préparés à l'avance et communiqués aux participants afin de limiter au maximum les échanges lors du rond.

Le lieutenant de louveterie responsable de la battue identifiera à l'avance les chefs de lignes et s'appuiera sur eux pour retransmettre l'information aux chasseurs, dans l'objectif de limiter le nombre de personnes rassemblées.

### **Article 6 : Conditions spécifiques**

Les interventions s'effectueront par tout moyen approprié. L'usage de tous les moyens de communication est également autorisé.

Le tir dans la traque ou en direction de la traque est autorisé uniquement dans le respect des conditions suivantes :

- respect d'un angle de tir de 30° ;
- tir sur une courte distance, inférieure à 30 mètres, configuration de type « butte de tir » ;
- le tir en direction des rabatteurs est strictement interdit ;
- L'usage de tous les moyens de communication est autorisé.

Suivant l'emplacement de chaque poste de tir, le lieutenant de louveterie autorisera ou pas les tireurs à tirer en direction de la traque.

Si au cours des battues, les animaux poursuivis pénètrent dans une commune limitrophe, y compris s'ils se trouvent sur une autre circonscription de louveterie, le droit de poursuite, de recherche, et de tir de gibier pourra s'exercer sur le territoire de celle-ci, dans les limites du département des Pyrénées-Atlantiques.

### **Article 7 : Information**

Le lieutenant de louveterie informera la DDTM préalablement, dans un délai de 24 heures, de la tenue de la battue et de son motif.

Les maires des communes intéressées, la brigade de gendarmerie de la circonscription et le chef l'Office français de la biodiversité seront prévenus préalablement, dans un délai de 24 heures, du jour et de l'heure de battue ainsi que du lieu de rassemblement des tireurs.

Un bilan de chaque opération sera communiqué dans un délai de 5 jours à la DDTM ([ddtm-drem@pyrenees-atlantiques.gouv.fr](mailto:ddtm-drem@pyrenees-atlantiques.gouv.fr)), ainsi qu'en copie à l'OFB ([sd64@ofb.gouv.fr](mailto:sd64@ofb.gouv.fr)). Il comportera le nombre de participants à la battue ainsi que le nombre de sangliers tués et vus. Tout incident survenu durant la battue sera communiqué à la DDTM au plus tard le lendemain de la battue.

#### **Article 8 : Destination des animaux**

La destination des animaux tués sera fixée par le lieutenant de louveterie responsable de l'opération de manière à limiter les regroupements et les déplacements de personnes.

#### **Article 9 : Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau, dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication.

#### **Article 10 : Publication et notification**

Le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur départemental de la protection des populations, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, le président de la Fédération départementale des chasseurs des Pyrénées-Atlantiques, le commandant du groupement de gendarmerie, le lieutenant de louveterie de la circonscription concernée, ainsi que toutes les personnes habilitées à constater les infractions à la police de la chasse sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pau, le 30 avril 2020

pour le préfet des Pyrénées-Atlantiques et par subdélégation,  
L'adjointe à la cheffe du service environnement montagne, transition  
écologique et forêt



Marine Chavanne

#### Destinataires :

DDPP

OFB

Groupement de gendarmerie

Fédération départementale des chasseurs

Lieutenant de louveterie concerné

**Liste des personnes autorisées à procéder aux tirs**

| Nom               | Prénom    | N° de permis      |
|-------------------|-----------|-------------------|
| ALCETEGARAY       | Michel    | 640101186         |
| ALCETEGARAY       | Pierre    | 640107516         |
| Aramburu          | Pierre    | 640107714         |
| <b>Barrué</b>     | Alain     | 640118872         |
| <b>Barrué</b>     | Baptiste  | <b>6401000012</b> |
| Barrué            | Mathieu   | 6401020008        |
| Bartet            | Bernard   | 640119191         |
| <b>BEAUZET</b>    | Jean-Marc | 640118147         |
| <b>BEAUZET</b>    | René      | 640105249         |
| <b>CARRASQUET</b> | Serge     | 640313465         |
| CLAVERIE          | Frédéric  | 640314660         |
| <b>Costedoat</b>  | Jean-Marc | 4021952           |
| CUBAYNES          | Philippe  | 640100318         |
| <b>DARRACQ</b>    | Francis   | 640118405         |
| <b>DARRACQ</b>    | Hervé     | 640121746         |
| <b>DARRACQ</b>    | Maxime    | 20100648007415    |
| <b>DARRACQ</b>    | Michel    | 4029330           |
| <b>DARRACQ</b>    | Sylvain   | 640101118         |
| <b>DIGUE</b>      | Thierry   | 6401010084        |
| <b>DUBROCA</b>    | Pierre    | 640116154         |
| <b>DUGUET</b>     | Jérôme    | 20090649006606A   |
| <b>DUMONDIN</b>   | Olivier   | 640121483         |
| <b>DIIMONDIN</b>  | Claude    | 640101121         |



| Nom         | Prénom       | N° de permis     |
|-------------|--------------|------------------|
| Faccio      | Romain       | 201706480262     |
| Faget       | Marc         | 640120451        |
| FUENTE      | Laure        | 20090648029015a  |
| FUENTE      | Jacques      | 640112658        |
| GILLIOT     | Marc-Antoine | 4932876          |
| Goyheneix   | Luc          | 640314765        |
| HOUARI      | Nouredine    | 640313651        |
| LABOURDETTE | Jean         | 64031410         |
| Labourdette | Jerome       | 640315879        |
| LACAVE      | Jean         | 640115598        |
| LAFERRERE   | Stéphane     | 640122289        |
| Lahitette   | Francis      | 640111348        |
| Lamazou     | Bernard      | 640107967        |
| LAPOUX      | Francis      | 20130409002009A  |
| Larrazet    | Joel         | 640111279        |
| LASSALOTTE  | Jean-pierre  | 640311485        |
| LEZIAN      | Geoges       | 640109087        |
| Lézian      | Jean-Claude  | 640107720        |
| Lonné       | Manuel       | 640101662        |
| LOUMIER     | Claude       | 64031082         |
| LUPIET      | Julien       | 6401000041       |
| LUPIET      | Jean-Claude  | 640101075        |
| LASSALOTTE  | Jean-Noël    | 640314470        |
| MENU        | Fabien       | 77-1-11239       |
| BERO        | Bernard      | 201506480179-15A |

| Nom                 | Prénom   | N° de permis      |
|---------------------|----------|-------------------|
| <b>MESSAGER</b>     | Jean     | 201506490030-14-7 |
| <b>MOULIA</b>       | Yannick  | 6401953216        |
| <b>PASSICOUSSET</b> | Eric     | 640111361         |
| <b>PEDEZERT</b>     | Didier   | 640119624         |
| <b>PEUGET</b>       | Paul     | 3923568           |
| <b>PUYAU</b>        | Daniel   | 6401953142        |
| <b>PUYAU</b>        | Patrick  | 6400122592        |
| Ranque              | J-Henri  | 640216264         |
| Rodriguez           | Stéphane | 6401000016        |
| Ruiz                | Candido  | 640103352         |
| <b>VERBIALE</b>     | Frédéric | 6401020087        |
| <b>Barrué</b>       | Baptiste | 6401000012        |
| <b>PERROLARI</b>    | Pierre   | 4739376           |
| <b>CASSAROUME</b>   | Régis    | 201606480323-11-a |
| <b>DUFOURQ</b>      | Guy      | 6401070064        |

DDTM

64-2020-04-30-005

Arrêté préfectoral portant autorisation de battues  
administratives de sangliers accordées au lieutenant de  
louveterie

*Arrêté préfectoral portant autorisation de battues administratives de sangliers accordées au  
de la circonscription d'Arthez-de-Béarn  
lieutenant de louveterie*

*de la circonscription d'Arthez-de-Béarn*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

*Direction départementale  
des Territoires et de la Mer  
Service environnement, montagne,  
transition écologique, forêt*

n°

## **Arrêté préfectoral portant autorisation de battues administratives de sangliers accordées au lieutenant de louveterie de la circonscription d'Arthez-de-Béarn**

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.427-6 et suivants et R 427-7 et suivants ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2019 fixant la liste des lieutenants de louveterie dans le département des Pyrénées-atlantiques ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 5 août 2014 relatif à la sécurité publique et à l'usage des armes à feu ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2019 donnant délégation de signature au directeur départemental des territoires et de la mer ;  
Vu la décision n° 64-2019-12-19-005 du 19 décembre 2019 de subdélégation de signature administrative au sein de la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques et son modificatif n°64-2020-03-30-002 du 30 mars 2020 donnant subdélégation de signature à la cheffe du service environnement, montagne, transition écologique, forêt ;  
Vu la note départementale relative aux battues administratives de destruction de sangliers en période de confinement pour lutter contre le coronavirus ;  
Vu la demande d'intervention de Monsieur Christophe Duvignacq, lieutenant de louveterie de la circonscription d'Arthez-de-Béarn ;  
Considérant qu'il y a lieu de procéder à la destruction des sangliers lorsqu'ils commettent des dégâts significatifs aux intérêts agricoles ;  
Considérant les dégâts générés par ces mêmes espèces en 2019, considérant la localisation de ces dégâts et la récurrence des dégâts, notamment de sangliers et la nécessité d'intervenir dès l'apparition des premiers dégâts ;  
Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer ;

**Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup> :Autorisation**

Monsieur Christophe Duvignacq, lieutenant de louveterie de la circonscription d'Arthez de Béarn est autorisé à effectuer des battues administratives de destruction de sangliers durant la période de confinement pour lutter contre le coronavirus, y compris dans les réserves de chasse et faune sauvage, dans le respect de la note en vigueur spécifique à ces interventions. Il est désigné responsable des opérations.

### **Article 2 : Condition de réalisation de la battue administrative**

La battue administrative peut être organisée si les conditions suivantes sont réunies :

- Des dégâts conséquents de sangliers sur les semis de maïs ont fait l'objet d'une expertise de dégâts par la Fédération départementale des chasseurs ou ont été constatés sur place par le lieutenant de louveterie,

- Les interventions individuelles (tir à l'affût ou tir de nuit) ont été mises en œuvre au préalable mais sans résultat satisfaisant, ou à défaut, sont considérées, par le lieutenant de louveterie territorialement compétent, inadaptées à la situation.

### Article 3 : Participants

Le nombre de participants **est limité à 20 personnes** parmi les chasseurs listés en annexe 1 du présent arrêté. Le choix des participants est effectué par le lieutenant de louveterie responsable des opérations.

### Article 4 : Moyens de protections des participants

Les moyens de protection listés ci-dessous devront être mis en œuvre au cours de la battue :

- **Gestes barrière :**  
Les participants doivent respecter les gestes barrière durant la totalité de l'opération :
  - Se laver très régulièrement les mains, a minima avant de se rendre à la battue et au retour de la battue.
  - Utiliser un mouchoir à usage unique et le jeter.
  - Tousser ou éternuer dans le coude ou dans un mouchoir.
  - Saluer sans se serrer la main, éviter les embrassades.
  - Ne pas s'échanger du matériel sauf désinfection préalable.
- **Distance sociale :**  
Les participants devront se tenir à plus d'un mètre cinquante (1,50 mètre) les uns des autres durant la totalité de l'opération, notamment lors du rond, des déplacements à pied, de la fin de la battue. Les déplacements en voiture seront limités à une personne par véhicule sauf dans le cas de chasseurs issus d'un même foyer.
- **Matériel de protection :**  
Dans la mesure du possible, les participants devront porter un masque de protection (dont un masque alternatif en tissu) lors des moments collectifs (rond, déplacements, fin de battue, traitement de la venaison). La fourniture du masque sera à la charge de chaque participant.

### Article 5 : Préparation de la battue administrative

Tous les éléments d'organisation de la battue qui peuvent être anticipés doivent être préparés à l'avance et communiqués aux participants afin de limiter au maximum les échanges lors du rond.

Le lieutenant de louveterie responsable de la battue identifiera à l'avance les chefs de lignes et s'appuiera sur eux pour retransmettre l'information aux chasseurs, dans l'objectif de limiter le nombre de personnes rassemblées.

### Article 6 : Conditions spécifiques

Les interventions s'effectueront par tout moyen approprié. L'usage de tous les moyens de communication est également autorisé.

Le tir dans la traque ou en direction de la traque est autorisé uniquement dans le respect des conditions suivantes :

- respect d'un angle de tir de 30° ;
- tir sur une courte distance, inférieure à 30 mètres, configuration de type « butte de tir » ;
- le tir en direction des rabatteurs est strictement interdit ;
- L'usage de tous les moyens de communication est autorisé.

Suivant l'emplacement de chaque poste de tir, le lieutenant de louveterie autorisera ou pas les tireurs à tirer en direction de la traque.

Si au cours des battues, les animaux poursuivis pénètrent dans une commune limitrophe, y compris sise sur une autre circonscription de louveterie, le droit de poursuite, de recherche, et de tir de gibier pourra s'exercer sur le territoire de celle-ci, dans les limites du département des Pyrénées-Atlantiques.

### Article 7 : Information

Le lieutenant de louveterie informera la DDTM préalablement, dans un délai de 24 heures, de la tenue de la battue et de son motif.

Les maires des communes intéressées, la brigade de gendarmerie de la circonscription et le chef l'Office français de la biodiversité seront prévenus préalablement, dans un délai de 24 heures, du jour et de l'heure de battue ainsi que du lieu de rassemblement des tireurs.

Un bilan de chaque opération sera communiqué dans un délai de 5 jours à la DDTM ([ddtm-drem@pyrenees-atlantiques.gouv.fr](mailto:ddtm-drem@pyrenees-atlantiques.gouv.fr)), ainsi qu'en copie à l'OFB ([sd64@ofb.gouv.fr](mailto:sd64@ofb.gouv.fr)). Il comportera le nombre de participants à la battue ainsi que le nombre de sangliers tués et vus. Tout incident survenu durant la battue sera communiqué à la DDTM au plus tard le lendemain de la battue.

#### **Article 8 : Destination des animaux**

La destination des animaux tués sera fixée par le lieutenant de louveterie responsable de l'opération de manière à limiter les regroupements et les déplacements de personnes.

#### **Article 9 : Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau, dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication.

#### **Article 10 : Publication et notification**

Le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur départemental de la protection des populations, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, le président de la Fédération départementale des chasseurs des Pyrénées-Atlantiques, le commandant du groupement de gendarmerie, le lieutenant de louveterie de la circonscription concernée, ainsi que toutes les personnes habilitées à constater les infractions à la police de la chasse sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pau, le 30 avril 2020

pour le préfet des Pyrénées-Atlantiques et par subdélégation,  
L'adjointe à la cheffe du service environnement montagne, transition  
écologique et forêt



Marine Chavanne

#### Destinataires :

DDPP

OFB

Groupement de gendarmerie

Fédération départementale des chasseurs

Lieutenant de louveterie concerné

**Liste des personnes autorisées à procéder aux tirs**

| Nom               | Prénom    | N° de permis      |
|-------------------|-----------|-------------------|
| ALCETEGARAY       | Michel    | 640101186         |
| ALCETEGARAY       | Pierre    | 640107516         |
| Aramburu          | Pierre    | 640107714         |
| <b>Barrué</b>     | Alain     | 640118872         |
| <b>Barrué</b>     | Baptiste  | <b>6401000012</b> |
| Barrué            | Mathieu   | 6401020008        |
| Bartet            | Bernard   | 640119191         |
| <b>BEAUZET</b>    | Jean-Marc | 640118147         |
| <b>BEAUZET</b>    | René      | 640105249         |
| <b>CARRASQUET</b> | Serge     | 640313465         |
| CLAVERIE          | Frédéric  | 640314660         |
| <b>Costedoat</b>  | Jean-Marc | 4021952           |
| CUBAYNES          | Philippe  | 640100318         |
| <b>DARRACQ</b>    | Francis   | 640118405         |
| <b>DARRACQ</b>    | Hervé     | 640121746         |
| <b>DARRACQ</b>    | Maxime    | 20100648007415    |
| <b>DARRACQ</b>    | Michel    | 4029330           |
| <b>DARRACQ</b>    | Sylvain   | 640101118         |
| <b>DIGUE</b>      | Thierry   | 6401010084        |
| <b>DUBROCA</b>    | Pierre    | 640116154         |
| <b>DUGUET</b>     | Jérôme    | 20090649006606A   |
| <b>DUMONDIN</b>   | Olivier   | 640121483         |
| <b>DIJONDIN</b>   | Claude    | 640101121         |

| Nom         | Prénom       | N° de permis     |
|-------------|--------------|------------------|
| Faccio      | Romain       | 201706480262     |
| Faget       | Marc         | 640120451        |
| FUENTE      | Laure        | 20090648029015a  |
| FUENTE      | Jacques      | 640112658        |
| GILLIOT     | Marc-Antoine | 4932876          |
| Goyheneix   | Luc          | 640314765        |
| HOUARI      | Nouredine    | 640313651        |
| LABOURDETTE | Jean         | 64031410         |
| Labourdette | Jerome       | 640315879        |
| LACAVE      | Jean         | 640115598        |
| LAFERRERE   | Stéphane     | 640122289        |
| Lahitette   | Francis      | 640111348        |
| Lamazou     | Bernard      | 640107967        |
| LAPOUX      | Francis      | 20130409002009A  |
| Larrazet    | Joel         | 640111279        |
| LASSALOTTE  | Jean-pierre  | 640311485        |
| LEZIAN      | Geoges       | 640109087        |
| Lézian      | Jean-Claude  | 640107720        |
| Lonné       | Manuel       | 640101662        |
| LOUMIER     | Claude       | 64031082         |
| LUPIET      | Julien       | 6401000041       |
| LUPIET      | Jean-Claude  | 640101075        |
| LASSALOTTE  | Jean-Noël    | 640314470        |
| MENU        | Fabien       | 77-1-11239       |
| BERO        | Bernard      | 201506480179-15A |



| Nom                 | Prénom   | N° de permis      |
|---------------------|----------|-------------------|
| <b>MESSAGER</b>     | Jean     | 201506490030-14-7 |
| <b>MOULIA</b>       | Yannick  | 6401953216        |
| <b>PASSICOUSSET</b> | Eric     | 640111361         |
| <b>PEDEZERT</b>     | Didier   | 640119624         |
| <b>PEUGET</b>       | Paul     | 3923568           |
| <b>PUYAU</b>        | Daniel   | 6401953142        |
| <b>PUYAU</b>        | Patrick  | 6400122592        |
| Ranque              | J-Henri  | 640216264         |
| Rodriguez           | Stéphane | 6401000016        |
| Ruiz                | Candido  | 640103352         |
| <b>VERBIALE</b>     | Frédéric | 6401020087        |
| <b>Barrué</b>       | Baptiste | 6401000012        |
| <b>PERROLARI</b>    | Pierre   | 4739376           |
| <b>CASSAROUME</b>   | Régis    | 201606480323-11-a |
| <b>DUFOURQ</b>      | Guy      | 6401070064        |

DDTM

64-2020-04-30-004

Arrêté préfectoral portant autorisation de battues  
administratives de sangliers accordées au lieutenant de  
louveterie

*Arrêté préfectoral portant autorisation de battues administratives de sangliers accordées au  
de la circonscription d'Oloron Ouest*

*de la circonscription d'Oloron Ouest*

## **Arrêté préfectoral portant autorisation de battues administratives de sangliers accordées au lieutenant de louveterie de la circonscription d'Oloron Ouest**

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.427-6 et suivants et R 427-7 et suivants ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2019 fixant la liste des lieutenants de louveterie dans le département des Pyrénées-atlantiques ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 5 août 2014 relatif à la sécurité publique et à l'usage des armes à feu ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2019 donnant délégation de signature au directeur départemental des territoires et de la mer ;  
Vu la décision n° 64-2019-12-19-005 du 19 décembre 2019 de subdélégation de signature administrative au sein de la direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques et son modificatif n°64-2020-03-30-002 du 30 mars 2020 donnant subdélégation de signature à la cheffe du service environnement, montagne, transition écologique, forêt ;  
Vu la note départementale relative aux battues administratives de destruction de sangliers en période de confinement pour lutter contre le coronavirus ;  
Vu la demande d'intervention de Monsieur Luc Goyheneix, lieutenant de louveterie de la circonscription d'Oloron ouest ;  
Considérant qu'il y a lieu de procéder à la destruction des sangliers lorsqu'ils commettent des dégâts significatifs aux intérêts agricoles ;  
Considérant les dégâts générés par ces mêmes espèces en 2019, considérant la localisation de ces dégâts et la récurrence des dégâts, notamment de sangliers et la nécessité d'intervenir dès l'apparition des premiers dégâts ;  
Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer ;

### **Arrête :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :Autorisation**

Monsieur Luc Goyheneix, lieutenant de louveterie de la circonscription d'Oloron ouest est autorisé à effectuer des battues administratives de destruction de sangliers durant la période de confinement pour lutter contre le coronavirus, y compris dans les réserves de chasse et faune sauvage, dans le respect de la note en vigueur spécifique à ces interventions. Il est désigné responsable des opérations.

#### **Article 2 : Condition de réalisation de la battue administrative**

La battue administrative peut être organisée si les conditions suivantes sont réunies :

- Des dégâts conséquents de sangliers sur les semis de maïs ont fait l'objet d'une expertise de dégâts par la Fédération départementale des chasseurs ou ont été constatés sur place par le lieutenant de louveterie.

- Les interventions individuelles (tir à l'affût ou tir de nuit) ont été mises en œuvre au préalable mais sans résultat satisfaisant, ou à défaut, sont considérées, par le lieutenant de louveterie territorialement compétent, inadaptées à la situation.

### **Article 3 : Participants**

Le nombre de participants est limité à 20 personnes parmi les chasseurs listés en annexe 1 du présent arrêté.  
Le choix des participants est effectué par le lieutenant de louveterie responsable des opérations.

### **Article 4 : Moyens de protections des participants**

Les moyens de protection listés ci-dessous devront être mis en œuvre au cours de la battue :

- **Gestes barrière :**  
Les participants doivent respecter les gestes barrière durant la totalité de l'opération :
  - Se laver très régulièrement les mains, a minima avant de se rendre à la battue et au retour de la battue.
  - Utiliser un mouchoir à usage unique et le jeter.
  - Tousser ou éternuer dans le coude ou dans un mouchoir.
  - Saluer sans se serrer la main, éviter les embrassades.
  - Ne pas s'échanger du matériel sauf désinfection préalable.
- **Distance sociale :**  
Les participants devront se tenir à plus d'un mètre cinquante (1,50 mètre) les uns des autres durant la totalité de l'opération, notamment lors du rond, des déplacements à pied, de la fin de la battue.  
Les déplacements en voiture seront limités à une personne par véhicule sauf dans le cas de chasseurs issus d'un même foyer.
- **Matériel de protection :**  
Dans la mesure du possible, les participants devront porter un masque de protection (dont un masque alternatif en tissu) lors des moments collectifs (rond, déplacements, fin de battue, traitement de la venaison). La fourniture du masque sera à la charge de chaque participant.

### **Article 5 : Préparation de la battue administrative**

Tous les éléments d'organisation de la battue qui peuvent être anticipés doivent être préparés à l'avance et communiqués aux participants afin de limiter au maximum les échanges lors du rond.

Le lieutenant de louveterie responsable de la battue identifiera à l'avance les chefs de lignes et s'appuiera sur eux pour retransmettre l'information aux chasseurs, dans l'objectif de limiter le nombre de personnes rassemblées.

### **Article 6 : Conditions spécifiques**

Les interventions s'effectueront par tout moyen approprié. L'usage de tous les moyens de communication est également autorisé.

Le tir dans la traque ou en direction de la traque est autorisé uniquement dans le respect des conditions suivantes :

- respect d'un angle de tir de 30° ;
- tir sur une courte distance, inférieure à 30 mètres, configuration de type « butte de tir » ;
- le tir en direction des rabatteurs est strictement interdit ;
- L'usage de tous les moyens de communication est autorisé.

Suivant l'emplacement de chaque poste de tir, le lieutenant de louveterie autorisera ou pas les tireurs à tirer en direction de la traque.

Si au cours des battues, les animaux poursuivis pénètrent dans une commune limitrophe, y compris sise sur une autre circonscription de louveterie, le droit de poursuite, de recherche, et de tir de gibier pourra s'exercer sur le territoire de celle-ci, dans les limites du département des Pyrénées-Atlantiques.

### **Article 7 : Information**

Le lieutenant de louveterie informera la DDTM préalablement, dans un délai de 24 heures, de la tenue de la battue et de son motif.

Les maires des communes intéressées, la brigade de gendarmerie de la circonscription et le chef l'Office français de la biodiversité seront prévenus préalablement, dans un délai de 24 heures, du jour et de l'heure de battue ainsi que du lieu de rassemblement des tireurs.

Un bilan de chaque opération sera communiqué dans un délai de 5 jours à la DDTM ([ddtm-drem@pyrenees-atlantiques.gouv.fr](mailto:ddtm-drem@pyrenees-atlantiques.gouv.fr)), ainsi qu'en copie à l'OFB ([sd64@ofb.gouv.fr](mailto:sd64@ofb.gouv.fr)). Il comportera le nombre de participants à la battue ainsi que le nombre de sangliers tués et vus. Tout incident survenu durant la battue sera communiqué à la DDTM au plus tard le lendemain de la battue.

#### **Article 8 : Destination des animaux**

La destination des animaux tués sera fixée par le lieutenant de louveterie responsable de l'opération de manière à limiter les regroupements et les déplacements de personnes.

#### **Article 9 : Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau, dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication.

#### **Article 10 : Publication et notification**

Le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur départemental de la protection des populations, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, le président de la Fédération départementale des chasseurs des Pyrénées-Atlantiques, le commandant du groupement de gendarmerie, le lieutenant de louveterie de la circonscription concernée, ainsi que toutes les personnes habilitées à constater les infractions à la police de la chasse sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pau, le 30 avril 2020

pour le préfet des Pyrénées-Atlantiques et par subdélégation,  
L'adjointe à la cheffe du service environnement montagne, transition  
écologique et forêt

  
Marine Chavanne

#### Destinataires :

DDPP

OFB

Groupement de gendarmerie

Fédération départementale des chasseurs

Lieutenant de louveterie concerné

**Liste des personnes autorisées à procéder aux tirs**

| Nom         | Prénom    | N° de permis      |
|-------------|-----------|-------------------|
| ALCETEGARAY | Michel    | 640101186         |
| ALCETEGARAY | Pierre    | 640107516         |
| Aramburu    | Pierre    | 640107714         |
| Barrué      | Alain     | 640118872         |
| Barrué      | Baptiste  | <b>6401000012</b> |
| Barrué      | Mathieu   | 6401020008        |
| Bartet      | Bernard   | 640119191         |
| BEAUZET     | Jean-Marc | 640118147         |
| BEAUZET     | René      | 640105249         |
| CARRASQUET  | Serge     | 640313465         |
| CLAVERIE    | Frédéric  | 640314660         |
| Costedoat   | Jean-Marc | 4021952           |
| CUBAYNES    | Philippe  | 640100318         |
| DARRACQ     | Francis   | 640118405         |
| DARRACQ     | Hervé     | 640121746         |
| DARRACQ     | Maxime    | 20100648007415    |
| DARRACQ     | Michel    | 4029330           |
| DARRACQ     | Sylvain   | 640101118         |
| DIGUE       | Thierry   | 6401010084        |
| DUBROCA     | Pierre    | 640116154         |
| DUGUET      | Jérôme    | 20090649006606A   |
| DUMONDIN    | Olivier   | 640121483         |
| DUMONDIN    | Claude    | 640101121         |

| Nom         | Prénom       | N° de permis     |
|-------------|--------------|------------------|
| Faccio      | Romain       | 201706480262     |
| Faget       | Marc         | 640120451        |
| FUENTE      | Laure        | 20090648029015a  |
| FUENTE      | Jacques      | 640112658        |
| GILLIOT     | Marc-Antoine | 4932876          |
| Goyheneix   | Luc          | 640314765        |
| HOUARI      | Nouredine    | 640313651        |
| LABOURDETTE | Jean         | 64031410         |
| Labourdette | Jerome       | 640315879        |
| LACAVE      | Jean         | 640115598        |
| LAFERRERE   | Stéphane     | 640122289        |
| Lahitette   | Francis      | 640111348        |
| Lamazou     | Bernard      | 640107967        |
| LAPOUX      | Francis      | 20130409002009A  |
| Larrazet    | Joel         | 640111279        |
| LASSALOTTE  | Jean-pierre  | 640311485        |
| LEZIAN      | Geoges       | 640109087        |
| Lézian      | Jean-Claude  | 640107720        |
| Lonné       | Manuel       | 640101662        |
| LOUMIER     | Claude       | 64031082         |
| LUPIET      | Julien       | 640100041        |
| LUPIET      | Jean-Claude  | 640101075        |
| LASSALOTTE  | Jean-Noël    | 640314470        |
| MENU        | Fabien       | 77-1-11239       |
| BERO        | Bernard      | 201506480179-15A |

| Nom                 | Prénom   | N° de permis      |
|---------------------|----------|-------------------|
| <b>MESSAGER</b>     | Jean     | 201506490030-14-7 |
| <b>MOULIA</b>       | Yannick  | 6401953216        |
| <b>PASSICOUSSET</b> | Eric     | 640111361         |
| <b>PEDEZERT</b>     | Didier   | 640119624         |
| <b>PEUGET</b>       | Paul     | 3923568           |
| <b>PUYAU</b>        | Daniel   | 6401953142        |
| <b>PUYAU</b>        | Patrick  | 6400122592        |
| Ranque              | J-Henri  | 640216264         |
| Rodriguez           | Stéphane | 6401000016        |
| Ruiz                | Candido  | 640103352         |
| <b>VERBIALE</b>     | Frédéric | 6401020087        |
| <b>Barrué</b>       | Baptiste | 6401000012        |
| <b>PERROLARI</b>    | Pierre   | 4739376           |
| <b>CASSAROUME</b>   | Régis    | 201606480323-11-a |
| <b>DUFOURQ</b>      | Guy      | 6401070064        |